web : cgt-ardennes.fr
mail : cgt@cd08.fr

En action !

Toutes et tous dans la rue le 6 novembre !

#Action

LE 6 NOVEMBRE 2025, les retraité·es ont toutes les raisons d'être en colère

Le projet de Loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS 2026) organise un **vol massif de pouvoir d'achat** et une **attaque sans précédent contre notre Sécurité Sociale**.

Les retraité·e.s sont une nouvelle fois pris·e.s pour cibles ! Sous couvert de « rééquilibrer » les comptes de la Sécurité Sociale, le gouvernement s'attaque aux pensions, à la santé et à notre système solidaire.

Aucune revalorisation des pensions du régime général n'est prévue pour 2026, et les augmentations promises jusqu'en 2030 resteront en dessous de l'inflation.

À cela s'ajoute le gel des retraites complémentaires Agirc-Arrco, décidé sous la pression du Medef. Ce choix patronal est d'autant plus scandaleux que les fonds issus des cotisations des salarié·e.s et des retraité·e.s servent non pas à améliorer les pensions, mais à financer des investissements boursiers dans de grands groupes comme Airbus, Safran ou Thalès. Une véritable confiscation des richesses produites par le travail, au profit du capital, pendant que des millions de retraité·e.s voient leur niveau de vie s'effondrer.

Ces politiques vont entraîner une perte sèche pour des millions de retraité·e.s, dont certain·e.s deviendront imposables et perdront des aides essentielles. Pire encore, la nouvelle désindexation des retraites annoncée pour 2027 accentuera la baisse du pouvoir d'achat.

La santé, une nouvelle fois sacrifiée

Le gouvernement veut doubler les franchises médicales et les participations forfaitaires, tout en remettant en cause le statut des affections de longue durée (ALD). Ces mesures pousseront de nombreux retraité·e.s à renoncer aux soins. Elles marquent un transfert massif de la Sécurité Sociale vers les complémentaires Santé, qui augmenteront inévitablement leurs cotisations. Déjà, plus de 700 000 retraité·e.s sont sans mutuelle : demain, ils seront encore plus nombreux.

Rien n’est prévu pour répondre à la perte d’autonomie ni pour renforcer les Services publics de santé.

Une politique au service des plus riches

Ce projet de loi attaque de front notre système solidaire. Pendant que les retraité·e.s et les salarié·e.s sont mis à contribution, les entreprises et les plus hauts revenus continuent de bénéficier de niches fiscales, d’exonérations de cotisations patronales et d’aides publiques colossales — sans aucune contrepartie.

88 milliards d’euros d’exonérations de cotisations sociales, **211 milliards d’aides publiques**, **80 milliards qui s’évaporent chaque année dans les paradis fiscaux** : ces sommes suffiraient à financer durablement la Sécurité Sociale, l’hôpital public, la dépendance, les retraites et un départ à 60 ans.

Les attaques contre les retraites concernent tout le monde : salarié·e.s, jeunes, privé·e.s d’emploi et retraité·e.s. C’est par une **mobilisation intergénérationnelle** que nous ferons reculer le gouvernement.

Aussi, l’Union Départementale CGT des Ardennes appelle **à se mobiliser massivement aux côtés des organisations de retraité.e.s pour défendre notre Sécurité Sociale et le droit à une retraite digne :**

Le 6 novembre, Rassemblement devant la Préfecture à 10 h 00

Manifestation vers le Medef (Rue Gustave GAILLY)

LE 6 NOVEMBRE 2025, les retraité·es ont toutes les raisons d'être en colère

Avec les organisations de retraité·es CGT, Solidaires, FSU, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, Ensemble&Solidaires et LSR, mobilisons-nous massivement pour exiger :

- ❑ la revalorisation de 10 % de toutes les pensions,
- ❑ des mesures pour les petites retraites,
- ❑ l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires,
- ❑ le droit à la santé et à l'accès aux soins pour toutes et tous,
- ❑ le retour de la retraite à 60 ans avec des départs anticipés pour les métiers pénibles,
- ❑ le maintien de l'abattement fiscal de 10 %.

Refusons la politique du nouveau gouvernement.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2026, version Lecornu, amplifie celui présenté par Bayrou !
C'est une attaque sans précédent contre notre Sécurité sociale et les droits des retraité·es.

Mêmes recettes, mêmes effets. Les retraité·es demeurent au cœur des attaques.

Les plus hauts revenus et les entreprises sont à nouveau épargnés : niches fiscales, dividendes faramineux aux actionnaires, exonérations de cotisations sociales et aides publiques sans contreparties.

Pour les retraité·es en 2026 :

- Année blanche : non revalorisation de l'ensemble des prestations sociales et du barème des impôts. Les conséquences vont être dramatiques pour les retraité·es.
- Pas de revalorisation des pensions, et 0,4 point sous l'inflation pour 2027 à 2030.
- Agirc-Arrco : gel de la retraite complémentaire imposé par le patronat qui préfère acheter 3,6 millions d'euros d'actions dans des entreprises d'armement avec les cotisations des salarié·es.

La santé des retraité·es mise en péril avec ce projet de loi.

- Doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire annuelle fixée à 100 euros.
- Remise en cause du statut « Affection de longue durée ».
- Diminution de la prise en charge des cures thermales.
- Aucune mesure sur la prise en charge de la perte d'autonomie.

Autant de mesures qui vont contraindre nombre de retraité·es à se priver de soins et de suivi médical.

Ce projet de budget implique un transfert de prestations de la Sécurité sociale vers les complémentaires santé, alors que plus de 700 000 retraité·es n'ont pas de mutuelle.

Il est possible de financer une Sécurité sociale répondant aux besoins de la population.

Stop aux exonérations de cotisations sociales, aux paradis fiscaux et aux aides publiques envers les grandes entreprises sans contrepartie. Cela représente plus de 379 milliards d'euros qui couvriraient l'ensemble des dépenses actuelles de la Sécurité sociale, du développement des hôpitaux et des centres de santé publics.

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE, LE 6 NOVEMBRE !

Lieu de rendez-vous :

Le 06 Novembre : RASSEMBLEMENT devant la Préfecture à 10 H 00
MANIFESTATION vers le MEDEF (Rue Gustave GAILLY)

Ne pas jeter sur la voie publique